



Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique

Bangkok, 24-28 novembre 2014

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Examen du projet de déclaration ministérielle

**« Faire en sorte que chacun soit compté »
en Asie et dans le Pacifique**

Rapport de la Réunion régionale préparatoire à la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Compte rendu des débats	2
A. Examen de l'avant-projet de déclaration ministérielle	2
B. Examen de l'avant-projet de cadre d'action régional	3
C. Questions diverses	4
D. Adoption du rapport de la Réunion	4
II. Organisation	4
A. Rappel des faits	4
B. Objectifs	5
C. Participation	5
D. Ouverture	5
E. Élection du Bureau	5
F. Ordre du jour	6
G. Clôture	6
Annexe	
Liste des documents	6

* E/ESCAP/MCCRVS/L.1/Rev.1.

** La soumission tardive de ce document s'explique par la nécessité de tenir des consultations avec le Groupe directeur régional pour l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique après la Réunion préparatoire.

I. Compte rendu des débats

A. Examen de l'avant-projet de déclaration ministérielle

(Point 4 de l'ordre du jour)

1. La Réunion était saisie de l'avant-projet de déclaration ministérielle « Faire en sorte que chacun soit comté » (E/ESCAP/MCCRVS/PREP/WP.1).

Améliorer l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique: principaux problèmes, possibilités et moyens d'action

2. Une table ronde a porté sur les principaux problèmes de l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil (CRVS) en Asie et dans le Pacifique ainsi que sur les possibilités et moyens d'action à cet égard. La table ronde a été animée par Mme Carla AbouZahr, Directrice générale de la société CAZ Consulting et a réuni des intervenants représentant l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, Fidji, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Plan International.

3. La Réunion a souligné la nécessité pour les gouvernements de mettre au point des systèmes CRVS complets et fiables, et a insisté sur l'importance de la coopération entre les organismes gouvernementaux, les partenaires de développement et la société civile, y compris le secteur de la santé et les institutions religieuses, aux niveaux national, sous-régional et régional. À cet égard, elle a noté les possibilités de réduire les coûts grâce à une meilleure gestion et à une plus étroite coordination.

4. La Réunion a noté les avantages que présentaient pour le développement des systèmes CRVS bien conçus, y compris leur importance pour la sauvegarde des droits de l'homme.

5. La Réunion a souligné que l'appui politique était fondamental pour la réalisation de l'enregistrement universel et que l'adoption de mesures d'incitation positives pour encourager les individus à déclarer les faits d'état civil était capitale pour susciter la demande de données d'état civil.

6. La Réunion a reconnu que de nombreuses questions concernant des pays particuliers devraient être prises en considération dans la conception et l'application de politiques et plans d'action destinés à renforcer les systèmes CRVS. Elle a insisté aussi sur l'importance de cadres juridiques appropriés et à jour et sur l'application de la législation en vigueur.

7. Un certain nombre d'intervenants ont mentionné des questions émergentes concernant les systèmes CRVS, en particulier l'identité sexuelle, la gestation pour le compte d'autrui et la confidentialité des données électroniques.

8. La Réunion a recommandé que la question de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil figure au programme de développement pour l'après-2015 et soit portée à l'attention des décideurs au niveau le plus élevé dans les réunions internationales et régionales afin de susciter un engagement politique vigoureux et continu.

Forum de la société civile pour la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique

9. Au nom du Forum de la société civile pour la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique, qui a été organisé conjointement par la CESAP, Plan International et World Vision à Bangkok, les 26 et 27 août 2014, un représentant de Plan International a félicité le Groupe directeur régional pour l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique et le secrétariat du temps et des efforts qu'ils avaient consacrés à la mise au point de l'avant-projet de cadre régional d'action sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil, d'avoir organisé un processus très complet de consultation avec les pays et partenaires de développement, et d'avoir fait progresser l'Initiative CRVS en Asie et dans le Pacifique. L'intervenant a transmis les conclusions du Forum à la Réunion.

10. Dans ces conclusions, le Forum a noté que les organismes de la société civile constituaient des agents sûrs au niveau communautaire, qu'ils étaient en mesure de jouer un rôle clef pour aider les gouvernements à accroître la demande de données d'état civil, notamment dans les populations difficiles à atteindre et marginalisées, et qu'ils étaient disposés à apporter leur concours pour mettre au point et appliquer des interventions expressément destinées à ces groupes. Le Forum a souligné qu'il importait prendre les mesures suivantes:

a) Introduire des innovations pour accroître l'accès à l'enregistrement, par exemple par l'utilisation de la technologie pour l'enregistrement et la gestion des données d'état civil, tout en reconnaissant la nécessité d'aider les gouvernements à revoir et modifier les lois en vigueur pour permettre ce type d'interventions;

b) Documenter, publier et diffuser les bonnes pratiques en matière de CRVS dans toute la région, prendre en considération les besoins et contextes particuliers des différents pays et aligner ces pratiques sur les normes internationales;

c) Utiliser les données CRVS pertinentes dans les situations d'urgence;

d) Faire des efforts concertés et recommander l'inscription de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en tant que priorité dans le programme de développement pour l'après-2015.

Avant-projet de déclaration ministérielle

11. Ayant examiné l'avant-projet de déclaration ministérielle, la Réunion a recommandé d'en soumettre le texte révisé à la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil qui se tiendrait à Bangkok du 24 au 28 novembre 2014, pour examen et éventuelle adoption.

B. Examen de l'avant-projet de cadre d'action régional

(Point 5 de l'ordre du jour)

12. La Réunion était saisie de l'avant-projet de cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/MCCRV/PREP/WP.2).

13. Le Vice-président de la Réunion et un représentant de l'Organisation mondiale de la santé ont présenté ce document à la Réunion.

14. Examinant l'avant-projet de cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique, la Réunion a noté que son contenu était de nature technique et que des consultations avaient eu lieu avec les États membres avant la Réunion. Elle a recommandé que le texte révisé soit soumis pour examen et adoption éventuelle à la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique sans que le texte de ce document face l'objet de nouvelles négociations au cours de la Conférence.

C. Questions diverses

(Point 6 de l'ordre du jour)

15. Aucune autre question n'a été examinée.

D. Adoption du rapport de la Réunion

(Point 7 de l'ordre du jour)

16. La Réunion a adopté le présent rapport le 29 août 2014.

II. Organisation

A. Rappel des faits

17. La Réunion régionale préparatoire à la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique s'est tenue au Centre de conférence des Nations Unies à Bangkok les 28 et 29 août 2014.

18. La Réunion a été organisée pour examiner les avant-projets des documents sur lesquels la Conférence allait devoir se prononcer, à savoir le projet de déclaration ministérielle « Faire en sorte que chacun soit compté », et le projet de cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique.

19. Les avant-projets de la déclaration ministérielle et de cadre régional d'action ont été élaborés avec les directives du Groupe directeur régional pour l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique, lequel a été créé en application de la résolution 69/15 de la Commission sur l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique.

20. Un premier projet du cadre régional d'action a été établi par ce Groupe et soumis aux sièges des gouvernements le 28 avril 2014 pour des consultations initiales à l'échelon national. L'avant-projet soumis à la Réunion tenait compte du retour d'information reçu à l'issue de ces consultations.

21. L'avant-projet de déclaration ministérielle reflétait les débats tenus par le Groupe directeur régional à sa première réunion en décembre 2013, et l'examen et les consultations ultérieurs avec le Président et les Vices-Présidents du groupe.

B. Objectifs

22. La Réunion avait les objectifs suivants: a) examiner les avants-projets des documents qui devraient résulter de la Conférence ministérielle à savoir une déclaration ministérielle et un cadre d'action régional CRVS en Asie et dans le Pacifique; et b) recenser les problèmes CRVS émergents que devrait examiner la Conférence ministérielle.

C. Participation

23. Les représentants des pays membres de la CESAP énumérés ci-après ont participé à la Réunion préparatoire régionale: Afghanistan, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Kazakhstan, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie, Tuvalu et Viet Nam.

24. Étaient représentés les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après: Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Organisation mondiale de la santé.

25. Deux organisations intergouvernementales: la Banque asiatique de développement et l'Organisation internationale pour les migrations étaient représentées.

26. Les organisations non gouvernementales Plan international et World Vision International étaient également représentées.

D. Ouverture

27. La Réunion a été ouverte par M^{me} Lisa G. Bersales, Présidente du Comité de statistique, Directrice du Bureau national de statistique et du Service de l'état civil des Philippines.

28. M. Isiye Ndombi, Directeur régional adjoint du Bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a prononcé une allocution liminaire au nom des organisateurs de la Conférence à savoir: la CESAP, la Banque asiatique de développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé et Plan international.

29. Le Secrétaire exécutif adjoint et responsable par intérim du secrétariat de la CESAP, a prononcé une allocution de bienvenue.

E. Élection du Bureau

30. Le Comité a élu le Bureau suivant:

Président: M. Chandramouli Chandrasekaran (Inde)

Vice-présidents: M. Peter Harper (Australie)

M. Enrique Tayag (Philippines)

Rapporteurs: M. Jeff Montgomery (Nouvelle-Zélande)
M. Abu Kalam Azad (Bangladesh)

F. Ordre du jour

31. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:
1. Ouverture de la réunion.
 2. Élection du Bureau.
 3. Adoption de l'ordre du jour.
 4. Examen de l'avant-projet de déclaration ministérielle.
 5. Examen de l'avant-projet de cadre d'action régional.
 6. Questions diverses.
 7. Adoption du rapport de la réunion.
 8. Clôture.

G. Clôture

32. Le Président et un représentant du secrétariat ont clôturé la réunion.

Annexe

Liste des documents

Cote	Titre	Point de l'ordre du jour
<i>Documents de travail</i>		
E/ESCAP/MCCRVS/PREP/WP.1	Avant-projet de déclaration ministérielle « Faire en sorte que chacun soit compté »	4
E/ESCAP/MCCRVS/PREP/WP.2	Avant-projet de cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique	5
<i>Distribution limitée</i>		
E/ESCAP/MCCRVS/PREP/L.1	Ordre du jour provisoire annoté	3
<i>Documents d'information (en anglais seulement)</i>		
E/ESCAP/MCCRVS/PREP/INF/1	Information for participants	
E/ESCAP/MCCRVS/PREP/INF/2/Rev.1	List of participants	
E/ESCAP/MCCRVS/PREP/INF/3	Tentative programme	